



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC

11 Laurier St. / 11 rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau, Québec K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

**SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

THIS DOCUMENT CONTAINS A SECURITY
REQUIREMENT / DOCUMENT CONTIENT DES
EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Consultant Services Division/Division des services
d'experts-conseils
L'Esplanade Laurier
4th floor, East Tower
140 O'Connor Street
Ottawa
Ontario
K1A 0S5

Title - Sujet Services de gestion de la construct	
Solicitation No. - N° de l'invitation EP751-202923/A	Amendment No. - N° modif. 008
Client Reference No. - N° de référence du client 20202923	Date 2020-06-24
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$FE-178-78653	
File No. - N° de dossier fe178.EP751-202923	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2020-06-26	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Matende, Robinah	Buyer Id - Id de l'acheteur fe178
Telephone No. - N° de téléphone (873) 353-8472 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Solicitation No. - N° de l'invitation

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de

EP751-202923/A

008

fe178

Client Ref. No. - N° de ref. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC

20202923

FE178.EP751-202923

MODIFICATION 008**Cette modification est émise afin de répondre aux questions suivantes:**

Question/ Réponse	Questions et réponses sur la gestion de la construction
Q1	<p>En référence au tableau 2 de l'annexe B – Le nombre de mois (42) comprend la durée des travaux préalables à la construction ainsi que les travaux de construction. Veuillez préciser comment on pourra « comparer des pommes avec des pommes » relativement à l'évaluation des soumissions, si tous les soumissionnaires font leurs propres hypothèses quant à la durée des services préalables à la construction, ce qui aura finalement une incidence sur le calendrier de construction pour ce projet.</p> <p>Les coûts mensuels des services préalables à la construction sont habituellement moins élevés que ceux des services de construction; il y a donc un risque que les taux pondérés ne couvrent pas pleinement les coûts des services de construction. Nous suggérons de séparer les services préalables à la construction et les services de construction, selon leurs taux et durée respectifs (fournis par TPSGC), afin qu'il soit facile d'apporter des modifications, au besoin. On pourra ainsi garantir également un processus d'évaluation équitable, comme toutes les soumissions financières seront fondées sur les mêmes durées. Est-ce possible?</p>
R1	<p>Les soumissionnaires devront évaluer les efforts requis au cours des étapes préalables à la construction et des étapes de construction afin de déterminer des frais mensuels qui s'appliqueront pendant la durée totale du projet. Les tableaux de jalons à la section 1.3.3 de l'annexe C pourraient contribuer à cette évaluation.</p> <p>1. MODIFICATION À L'ANNEXE A – BASE DE PAIEMENT – Section 1(a) – Honoraires fixes</p> <p>AJOUTER ce qui suit :</p> <p>Compte tenu des efforts moins importants requis au début des travaux de conception, les honoraires fixes seront réduits de 50 % pendant les 6 premiers mois de la période de 42 mois.</p>
Q2	<p>En référence à la section 8.1, Réunions et ateliers, de l'annexe C, Cadre de référence</p> <p>Pour les réunions de projet, les réunions de conception, les ateliers et les présentations tous prévus au Bureau de LC à Ottawa, une présence virtuelle au moyen d'une plateforme sécurisée serait-elle permise pour certains participants ou l'ensemble de ceux-ci, ou bien les frais proportionnels devraient-ils inclure tous les frais de déplacement et de subsistance?</p>

Solicitation No. - N° de l'invitation

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de

EP751-202923/A

008

fe178

Client Ref. No. - N° de ref. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC

20202923

FE178.EP751-202923

R2	Ce ne sont pas toutes les réunions de projet qui auront lieu à Ottawa, conformément à la section 8.1 de l'annexe C – Mandat. On prévoit que tous les membres requis devront prendre part aux réunions en personne. La participation virtuelle peut faire l'objet d'une discussion après l'attribution du contrat. Le tarif fixe comprend les frais de déplacement et d'hébergement liés aux travaux pendant la durée du contrat;
Q3	En référence à la condition générale 4.4 de TPSGC, État de site contaminé (12 mai 2008) Y a-t-il de l'information, ou des données de relevés géotechniques disponibles pour les sites de Sidney et de Winnipeg, afin que nous puissions évaluer les risques d'incidence sur le calendrier en raison d'un état de site contaminé?
R3	Une évaluation environnementale de site pour le projet de Sidney peut être téléchargée. Un rapport géotechnique est également compris dans l'avant-projet de conception de Sidney. Aucun rapport n'existe pour le projet de Winnipeg. Veuillez communiquer avec l'autorité contractante pour lui fournir une adresse courriel et un lien vous sera envoyé.
Q4	Quelle est la période de validité de la soumission pendant laquelle l'option du projet de Winnipeg peut être acceptée? De quelle façon sera gérée la question de l'indexation des coûts liés à la dotation et des frais connexes, puisque nous ne savons pas exactement quand ce projet débutera et que cela aura une incidence sur nos honoraires fixes?
R4	Veuillez consulter l'annexe C (Termes de référence), section 1.3.3.3 Les honoraires mensuels pour les projets optionnels doivent demeurer les mêmes, peu importe le moment où l'option est exercée.
Q5	Devons-nous inclure l'indexation de tous les coûts liés à la dotation et des frais connexes dans nos honoraires mensuels fixes?
R5	Les honoraires mensuels doivent être constants pendant toute la durée du projet.
Q6	En ce qui concerne l'option de 20 millions de dollars du projet de Sidney, devons-nous inclure tous les coûts liés à la dotation et les frais connexes requis ou serons-nous en mesure d'ajouter des coûts plus tard au moyen du tableau 4 – Personnel supplémentaire?

Solicitation No. - N° de l'invitation

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de

EP751-202923/A

008

fe178

Client Ref. No. - N° de ref. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC

20202923

FE178.EP751-202923

R6	Aucun ajustement ne pourra être apporté aux honoraires mensuels ou au tableau 4 – Personnel supplémentaire de l'annexe A à la suite de changements aux coûts de construction. L'augmentation des coûts de construction entraînera une augmentation de la base servant à calculer le pourcentage des honoraires.
Q7	Nous avons déterminé que deux personnes clés/membres de l'équipe du projet participeront à un atelier/une réunion chaque mois à Ottawa. Tous les autres employés du projet y participeront par vidéoconférence au besoin. Veuillez confirmer que cette façon de faire est acceptable.
R7	Il est nécessaire que tous les membres requis participent en personne aux ateliers/réunions. La question de la participation virtuelle pourra faire l'objet de discussions après l'attribution du contrat. N'oubliez pas que les réunions se tiennent aux deux semaines et non deux fois par mois.
Q8	Nous recommandons de retirer les frais de déplacement et les frais connexes des honoraires mensuels fixes et de les inclure dans les coûts des travaux en tant que coûts remboursables compte tenu de l'incertitude concernant les coûts de déplacements et d'hébergement en raison de la COVID-19. a. Cela permettra à l'équipe de projet d'évaluer les besoins réels durant la phase préalable à la construction et d'apporter des ajustements en conséquence; b. Nous proposons de mettre en place une allocation en espèces pour frais de déplacement.
R8	Les frais de déplacement et d'hébergement doivent demeurer dans les honoraires mensuels fixes.
Q9	Veuillez confirmer que les cautionnements ne sont pas nécessaires pour la réponse à cette DP. Le tableau 6 – Allocation pour les débours en espèces – inclut le cautionnement
R9	Les obligations doivent être soumises avec l'offre Se référer à la section R2710T, GC108 Voir l'amendement 004 et l'amendement 005
Q10	La réponse à la Q3 dans la modification 8 n'indique pas les critères d'évaluation pour l'annexe F. Nous craignons que si les critères d'évaluation ne sont pas énoncés clairement, certains proposants risquent de prendre des engagements sans avoir un mécanisme clair pour permettre à SPAC d'évaluer équitablement les renseignements justificatifs.
R10	L'annexe F, <i>Rapport volontaire d'apprentis employés pendant le contrat</i> , n'est pas nécessaire au moment de la clôture des soumissions, ce qui fait que l'information demandée dans le rapport n'est pas assujettie à l'évaluation

Solicitation No. - N° de l'invitation

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de

EP751-202923/A

008

fe178

Client Ref. No. - N° de ref. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC

20202923

FE178.EP751-202923

	avant l'attribution du contrat. Comme indiqué dans la réponse à la question 3 de la modification 008, les proposants doivent fournir la preuve de consultation des cinq Nations mentionnées dans la DP pour déterminer la capacité des entreprises, les besoins de formation et l'emploi et les autres avantages. Le résultat (par exemple à l'EPEP 3.2.7.2) peut être rajusté conformément à la documentation justificative fournie par le proposant). Le rapport (annexe F) est une étape supplémentaire pour assurer la conformité au Plan d'avantages offerts aux Autochtones (PAA) proposé par le proposant et jugé recevable.
Q11	La réponse à la Q18 de la modification précise seulement que le Canada tient le proposant responsable de l'assurance. Toutefois, il est extrêmement coûteux pour les proposants de souscrire à une police d'assurance pour les sous-traitants (sans compter le risque juridique élevé) ou pour les plus petits sous-traitants autochtones, de porte limitée, qui n'ont pas la capacité de souscrire à une assurance aussi coûteuse. Nous demandons un assouplissement des exigences relatives à l'assurance pour soutenir les entreprises autochtones de petite taille et en démarrage.
R11	Nous ne modifierons pas les exigences relatives à l'assurance.
Q12	<p>Pour l'EPEP 3.2.7.3 – main-d'œuvre, la formulation n'est pas claire à savoir si les possibilités d'emploi doivent être associées à ce projet à Sidney seulement. Lorsque nous examinons le projet de Sidney, il se traduit par environ six équivalents temps plein (ETP) sur 3,5 ans. Ça ne veut pas dire que seulement six employés travailleront au projet. C'est une des façons pour les consultants d'envisager la charge de personnel. Par conséquent, lorsque nous examinons les possibilités d'emploi pour les membres des Nations, il s'avère difficile de s'engager à des possibilités d'emplois à long terme durables (ce qui me semble être l'intention du PAA). Mes collègues et moi avons des interprétations divergentes de la restriction relative à l'engagement au projet de Sidney seulement et de la possibilité d'offrir des heures supplémentaires de travail alors que les membres des Nations travaillent à d'autres projets auxquels nous pouvons les affecter.</p> <p>J'espère que mon explication est claire. Je vais vous appeler lundi pour que nous puissions en discuter.</p>
R12	Le suivi des possibilités d'emploi s'appliquera aux projets prévus dans le cadre de cette DP (c.-à-d. Sidney et Winnipeg)
Q13	<p>LVERS précisions</p> <p>Demande des précisions sur les exigences en matière de sécurité pour les services de gestion de la construction sur ce projet, comme il est indiqué ci-dessous : Plus précisément, liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS) qui se trouve à l'annexe D de la DP indique dans la partie</p>

Solicitation No. - N° de l'invitation

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de

EP751-202923/A

008

fe178

Client Ref. No. - N° de ref. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC

20202923

FE178.EP751-202923

	<p>B de l'article 10.a. que la « production et au stockage de renseignements protégés doit être limité à l'expert-conseil principal seulement. » Cela signifie que le gestionnaire de la construction et du personnel ne nécessitent la cote de fiabilité afin de visualiser les documents qui pourraient être au niveau « protégé B ». Cependant, dans le même LVERS dans la partie C de l'article 11, il est indiqué que le directeur des travaux est tenu d'avoir de détenir des renseignements (ADR) et la capacité de processus par voie électronique, produire ou stocker des renseignements protégés des matériaux sous une accréditation des médias. Il est demandé que l'autorité contractante confirmer que seules les personnes ayant les cotes de fiabilité sont nécessaires au début du présent contrat de services cm, et non un ADR ou la capacité des médias.</p> <p>À noter, le récent avis de la DSIC à l'importante les retards causés par la pandémie COVID-19 et du gouvernement dirigées restrictions ont massivement réduit la capacité de la DSIC afin de répondre aux nouvelles et DSC/IT demandes de capacité des médias.</p>
R13	<p>Des précisions à l'annexe D des exigences relatives à la sécurité (LVERS)</p> <p>Les exigences relatives à la sécurité exprimées dans la LVERS comme annexée à la DP sont une exigence de l'entrepreneur principal en tout temps pendant la durée du contrat. L'entrepreneur principal, devrait avant tout garder à l'esprit qu'ils doivent respecter les directives données dans le Manuel de la sécurité industrielle (MSI) et doit aussi garder à l'esprit qu'ils avant tout sera responsable pour le maintien de la sécurité pendant la durée du contrat. Dans le Manuel de la sécurité industrielle, il indique que les sous-traitants à être émis qui contiennent une exigence en matière de sécurité doivent être traitées par l'entremise du programme de sécurité du contrat (PCS) – Secteur de la sécurité industrielle (SSI).</p> <p>Les exigences en matière de sécurité signée avec le premier ne sont pas nécessairement besoin d'un sous-traitant; par exemple, le premier peuvent décider qu'un contrat de sous-traitance pour un sondage hydrologiques peut avoir zéro des renseignements de nature délicate (alias de l'information protégée) et, par conséquent, il n'est nul besoin de mesures de protection des documents. Toutefois, en raison de la possibilité de surveillance accidentelle de renseignements de nature délicate au premier bureau de chantier de l'entrepreneur – il y a une exigence pour le personnel qui effectue le sondage hydrologiques à avoir une cote de fiabilité valide. Ces exigences – qui sont clairement différents pour les exigences en matière de sécurité entre la Couronne et le premier – serait exprimée dans la LVERS entre le premier et le sous-traitant; et que les LVERS doivent être traitées par CSP-ISS comme fournis dans le Manuel de la sécurité industrielle.</p> <p>Le Manuel de la sécurité industrielle, section 104.1.b 2 du Manuel de la sécurité industrielle, section 703,4</p>